

Intitulé de l'épreuve :

Anglais (composition)

Nombre de copies :

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

Does Europe still fit into the US foreign policy?

The relationship between the United States and Europe over the last decades could be characterized as arguably generally positive, with strong economic bonds and defense agreements, as well as a shared cultural heritage and outlook on many issues. It has, however, also been fraught with misunderstandings and a few outright crises. What's more, it may have seemed that Europe, once central to US foreign policy, was slowly fading into the background of American world politics as other regions such as the Middle East or the Asia-Pacific became the focus of US efforts and attention.

In light of the above, does Europe still fit into the US foreign policy? Far from becoming secondary, Europe remains today a chief concern of US foreign policy, both as a strategic partner and as a theater of crucial geopolitical importance, as will be assessed below.

I] From staunch allies in the Cold War to seemingly distant allies in the 2000's and 2010's: a legacy of US-Europe disagreements and misunderstandings in world politics

Soon after the United States became a world player in the 20th century, it became embroiled in the Cold War, standing on the side of its European allies, going to great lengths to bolster European resistance to the Soviet Bloc, providing military support, funds (Marshall plan) and helping Europe to rise as a united entity soon to be known as the European Union. Europe was and remained one of the main fault lines of the Cold War and as such, a major focus of US foreign policy.

Following the collapse of the USSR, however, the US and Europe seemed to become all the more dissimilar in their approach of world politics (as theorized by Robert

Kagan. The two players clashed over American meddling in the Middle East, and European discourse on the need for Europe to follow its own path or even become a counterweight to the US on the world stage slowly spread.

This happened as America itself seemed to switch its focus elsewhere, notably towards the Asia-Pacific (Obama), and worsened with Donald Trump's America First policy, further alienating Europeans and furthering Anti-American sentiments or talk of NATO having become obsolete.

II] As recent events have highlighted, Europe nevertheless remains of paramount importance to the US foreign policy.

The Ukraine war abruptly reminded everyone of the United States' key role in Europe's defense, and of the persistence of common threats. Faced with two main world challengers (Russia and China), the United States cannot afford to let down their European allies, risking at any rate a terrible blow to their world credibility as a superpower. As such, Europe remains both a crucial ally and an essential geopolitical theater.

In addition, the United States needs its European allies (NATO members in Europe, France and the United Kingdom in the Asia-Pacific) in the advent of any direct confrontation with either Moscow or Beijing, as well as for deterrence purposes. Common interests in Europe, Asia or Africa mean this geopolitical alliance with Europe will likely strengthen.

Last but not least, shared democratic values are another reason why Europe will remain a main focus of American foreign policy, in a world beset with doubt, where autocratic powers are willing to challenge the legitimacy of democratic principles.

In view of the above, Europe clearly fits into US foreign policy, and odds are it will all the more do so in the times to come.

Nº

... / ...

Nº
... / ...

Intitulé de l'épreuve :

Anglais (traduction)

Nombre de copies :

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

L'autre menace pour la démocratie en Europe (The Atlantic)

Yasmeen Serhan

11 avril 2022

Si on leur demandait de nommer la plus grande menace à laquelle l'Europe fait face aujourd'hui, les dirigeants du continent pointeront certainement du doigt l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La guerre a complètement transformé la politique européenne, envoyant des millions de réfugiés ukrainiens dans les pays de l'Union européenne voisins et mettant les États les plus proches de la Russie en état d'alerte élevé. Les désaccords relatifs à des sanctions supplémentaires contre Moscou à la suite des atrocités de l'armée russe à Boutha ont commencé à révéler les fissures dans l'unité fragile de l'Europe.

Mais une autre menace, plus insidieuse, peut être trouvée à l'intérieur des propres frontières de l'UE, une menace face à laquelle elle semble seulement maintenant se réveiller véritablement.

La semaine dernière, le Premier ministre hongrois Viktor Orban a été réélu, s'assurant non seulement quatre années supplémentaires au pouvoir mais aussi une supermajorité des deux-tiers, permettant ainsi à son parti au pouvoir, le Fidesz, de modifier unilatéralement la constitution du pays. Pendant des années, il a supervisé la destruction constante de la démocratie de son pays, transformant la Hongrie en ce que certains chercheurs désignent comme une autorégie « douce » ou « compétitive », au sein de laquelle se tiennent des élections mais où la capacité de l'opposition à rivaliser dans le cadre de celles-ci est sévèrement compromise. L'influence d'Orban sur les institutions hongroises, associé à son contrôle des coffres publics et des ondes, a rendu les élections ostensiblement libres mais loin d'être justes. Tel était le verdict implicite d'une équipe

N°

... 1 ...

d'observateurs électoraux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui a conclu que l'élection hongroise était « marquée par l'absence d'un terrain de jeu équitable ». (...)

Malgré toute l'attention accordée à la menace autoritaire en provenance de Russie, l'Union européenne semble réaliser, avec retard, que les autorocrates parmi ses étangs posent un risque tout aussi grand. La semaine dernière, l'UE a annoncé qu'elle allait pour la toute première fois utiliser les nouveaux pouvoirs lui permettant de retenir des fonds destinés à des pays qui échouent à remplir les standards démocratiques du bloc — une décision qui pourrait coûter à Budapest des dizaines de milliards d'euros. (...)

De telles coupes dans les financements auraient un impact énorme sur la Hongrie, qui est l'un des premiers bénéficiaires des financements de l'UE per capita, ainsi que sur Orbán. Le premier ministre a passé plus d'une décennie à s'enrichir, lui et ses séides, avec les fonds européens. Alors qu'Orbán fait face à la facture couteuse des élections, à un inflation en hausse et une crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine, il ne peut pas exactement se permettre de perdre quelque soutien financier que ce soit actuellement. C'est pour cette raison que le premier ministre a écrit il mois dernier à Bruxelles pour demander le déblocage des fonds du bloc pour le rétablissement après la pandémie, dont plusieurs milliards ont été retenus de Budapest en raison de soupçons de corruption. (...)

Même si l'argent constitue un levier puissant, il est peu probable que la menace de le perdre ait un effet transformateur sur Orbán, du moins à court terme. En réponse à l'annonce par l'UE qu'elle allait commencer à mettre en œuvre son mécanisme de conditionnalité, son gouvernement a instantanément prié Bruxelles de ne pas « punir les électeurs hongrois » pour leur choix et mis en garde le bloc contre le fait de « faire les mêmes erreurs que la gauche hongroise ». Le premier ministre hongrois s'est depuis positionné comme le principal obstacle à des sanctions supplémentaires contre la Russie en raison de ses atrocités en Ukraine, fournissant davantage la preuve du coût de l'inaction de l'UE, non seulement au sein du bloc, mais aussi au-delà. Orbán s'est déjà vu vengé en remportant un nouveau mandat (...) Mais tant que le bloc continuera à détourner le regard ou, pire encore, à financer l'autoritarie en son sein, c'est tout le projet européen qui est en jeu. (...)

Nº
... / ...

Nº
... / ...